

Comprendre l'exploitation capitaliste de façon simple

Il y a fondamentalement 2 grandes classes sociales : les prolétaires et les capitalistes. "Prolétaire" au sens étymologique du terme désigne les personnes qui n'ont rien d'autres à vendre que leurs enfants. Au sens moderne, tous ceux et celles qui n'ont rien d'autres à vendre que leur force de travail (manuelle ou intellectuelle), c'est à dire tous les salariés. Ceux-ci étant exploités sous forme d'esclaves salariés.

"Capitaliste", désigne les propriétaires des moyens de productions et d'échanges (industries et autres entreprises, commerces, banques, assurances, terre, immeubles, etc.). Ces capitalistes vivent du surplus de richesse créés par les travailleurs qu'ils s'accaparent : ce sont des voleurs et des parasites. Ces capitalistes peuvent être propriétaires de façon privée ou sous forme public (les nationalisations en système capitaliste).

Les ouvriers et les paysans : Ce sont eux qui créent les richesses matérielles, sources du profit capitaliste à la production et à la consommation. C'est sur la plus value réalisée de l'exploitation des ouvriers et des paysans que sont rémunérés les employés et autres salariés qui ne créent pas de richesses matérielles.

Nos salaires sont définis au niveau national par l'état au service des monopoles capitalistes après un semblant de concertation avec les syndicats (Syndicats qui depuis 60 ans sont tous pour la "paix sociale", l'Union Européenne Impérialiste et la casse des conquêtes sociales de 36, 45 et 68). Tous y compris la CGT malgré ses belles paroles. La CGT est adhérente à la C.E.S. (Confédération Européenne des Syndicats), réformiste et qui se couche toujours devant les exigences du patronat. On l'a encore vu lors de la grande grève des cheminots cet été.

Ces monopoles accordent en salaire juste ce qu'il faut pour que nous puissions reproduire notre force de travail (manuelle ou intellectuelle), il s'accaparent tout le reste pour le seul profit des actionnaires, moins les quelques miettes qu'ils consentent encore, mais pour combien de temps, à la collectivité.

L'analyse de classe nous permet d'affirmer que...

Ne font pas partie des prolétaires TOUS CEUX (et celles) QUI EXPLOITENT les travailleurs, soit directement, soit indirectement !

Donc, ne font pas partie des prolétaires :

- Bien évidemment, les patrons et les actionnaires, et en particuliers ceux des grandes entreprises : ils sont la classe capitaliste
- Les politiciens et les élus vendus, les syndicalistes jaunes, les représentants associatifs acoquinés et autres organismes (comme le MEDEF) qui participent à l'exploitation du prolétariat par la classe capitaliste, qu'ils soient de

droite, d'extrême droite ou de gauche, les profiteurs de tout bord et de tout acabit comme les membres du PCF ou de la CGT qui ont remplacé la lutte des classes par la lutte des places : ils sont les serviteurs du capitalisme

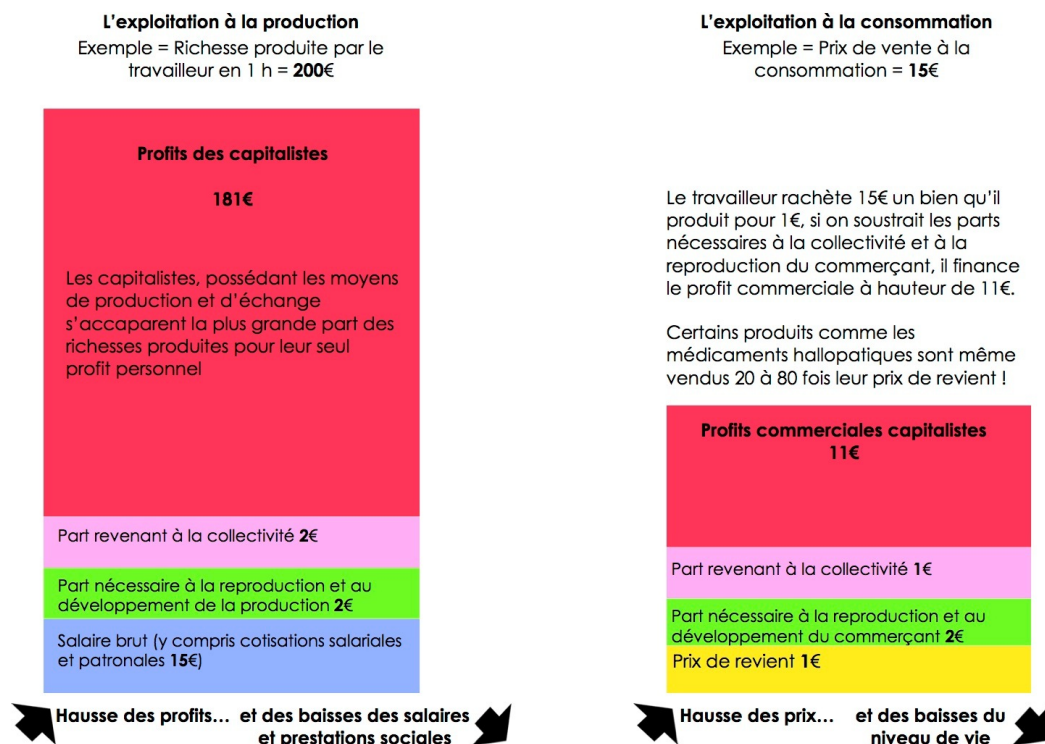
- Les hauts fonctionnaires de l'État qui soutiennent l'exploitation du prolétariat par la classe capitaliste : ils sont les serviteurs de l'exploitation
- Les médiacrates qui font l'apologie du capitalisme, du libéralisme, de l'impérialisme, du colonialisme, qui abrutissent le Peuple, qui le méprisent tout en le flattant, etc. : ils sont les propagandistes de l'exploitation
- Les militaires et les policiers de haut rang qui acceptent de protéger cette classe exploiteuse : ils sont le bras armé de l'exploitation capitaliste.

Font partie des prolétaires tous les autres, c'est à dire l'immense majorité, ceux et celles qui n'ont d'autres choix pour vivre que de vendre leur force de travail, qu'ils soient en activité, au chômage, à la retraite ou en formation.

Pour nous en sortir, nous devons chasser TOUS LES EXPLOITEURS, les exproprier sans aucune indemnité, socialiser tous les moyens de production et d'échange afin de redonner à la société toute entière la propriété et la maîtrise de son développement pour le bien-être de chacun. Nous devons instaurer la dictature du prolétariat, celle qui garantira la vraie démocratie, le pouvoir des travailleurs et travailleuses, celle qui empêchera les exploiters de reprendre le pouvoir.

1er schéma : comprendre l'exploitation sous le capitalisme privé

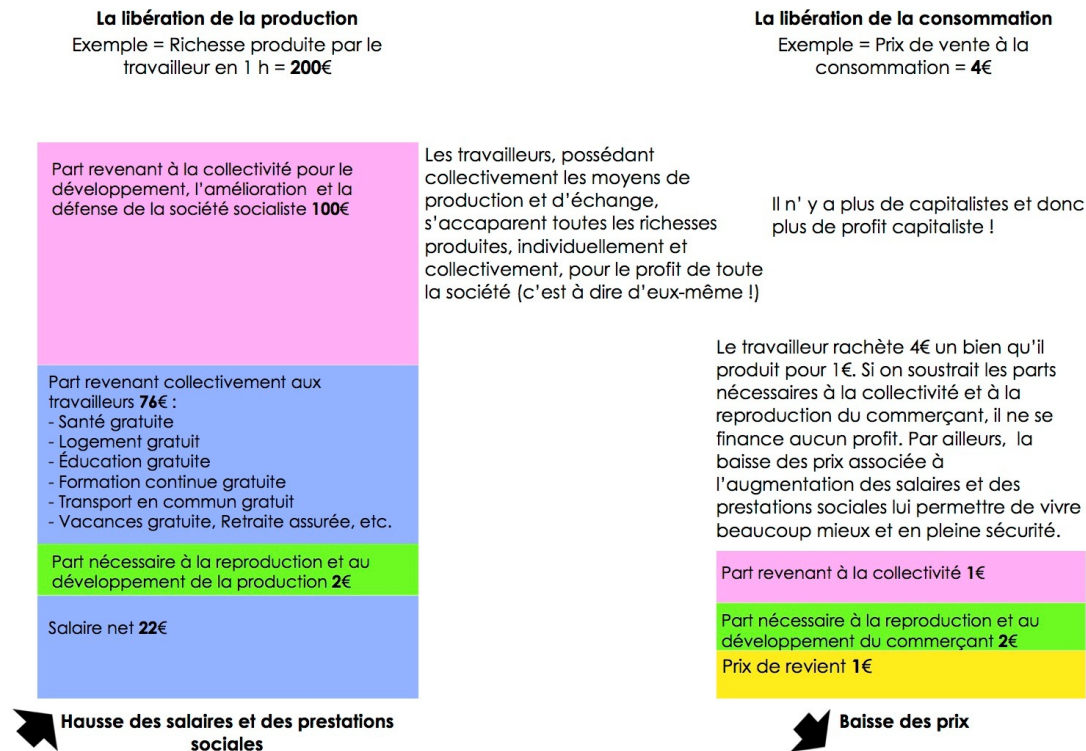
La double exploitation dans le système capitaliste



Comprendre l'exploitation capitaliste de façon simple

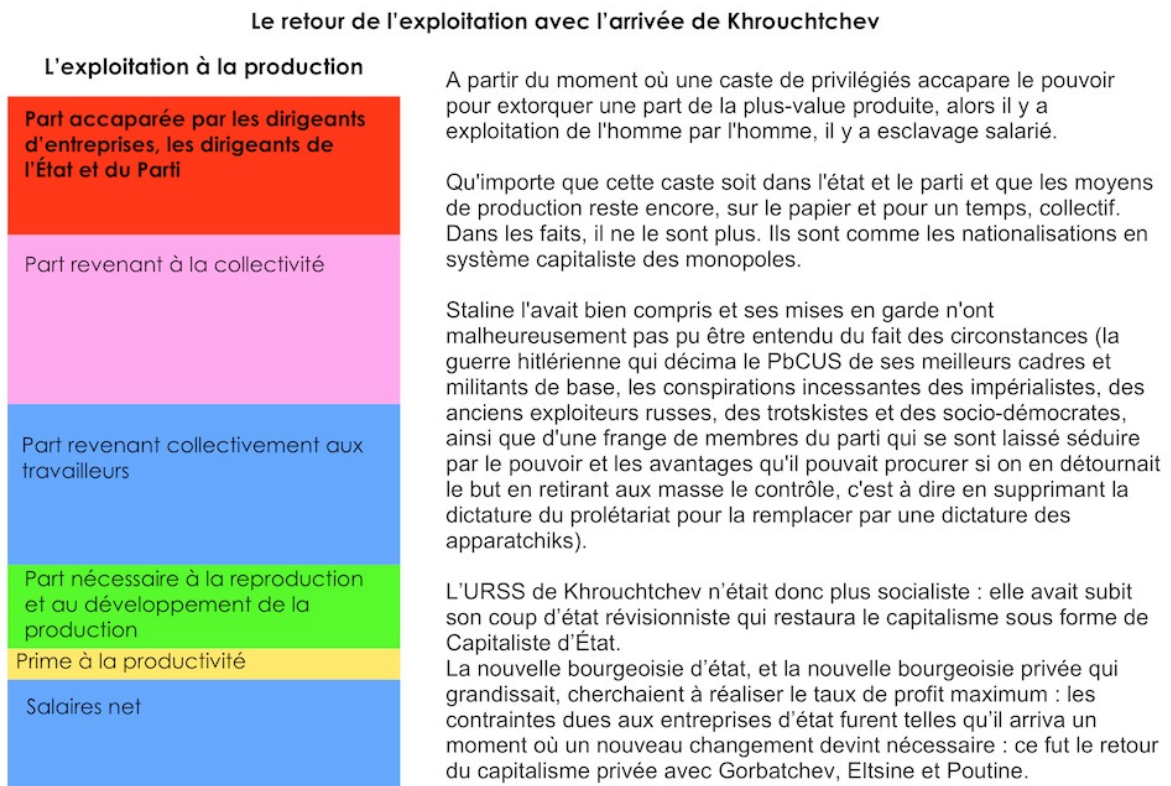
2ème schéma : La double libération sous le socialisme :

La double libération dans le système socialiste



Du temps de Lénine et de Staline, c'est ainsi que vivaient les soviétiques. A partir de l'ère trotskiste-révissionniste de Khrouchtchev, le pouvoir des soviets est de plus en plus limité au profit de la bureaucratie des apparatchiks-profiteurs et le marché capitaliste est remis en selle. Ce capitalisme "d'état" et le capitalisme privé souterrain vont s'accroître de plus en plus jusqu'au rétablissement complet de l'exploitation capitaliste privée sous Gorbatchev-Eltine-Poutine.

3ème schéma : l'exploitation d'état en URSS à partir de Khrouchtchev



Il est facile de comprendre que l'esclavage salarié était de retour.

Le but du socialisme et du communisme étant l'abolition de l'esclavage salarié, l'URSS à partir de Khrouchtchev ne peut donc plus être qualifiée de socialiste.

Il est vraiment important de comprendre cela à une époque où différents groupes se réclamant du communisme considèrent que l'URSS de Khrouchtchev était encore socialiste et disent que ce n'est qu'avec le coup d'état de Gorbatchev-Eltsine-Poutine que le capitalisme fit son retour.

Ces groupes, en masquant la réalité, ne permettent pas aux travailleurs de comprendre ce qui s'est vraiment passé et donc de comprendre en quoi consiste l'alternative révolutionnaire qu'est la révolution socialiste. Ils les maintiennent dans l'illusion.

Ces groupes, derrière leur masques "marxiste-léniniste", sont en fait des révisionnistes très dangereux.

Certains, comme le PRCF, affirme même, par la voix d'un de ses dirigeants (Manassis pour le citer), lors de leur conférence internationale de juin 2013 "la Chine est toujours socialiste car 60% de ses grosses entreprises de production sont nationalisées". La bonne blague ! On en rirait si ce n'était pas aussi catastrophique ! D'ailleurs le grand amour que le P"C"F porte à la Chine actuelle devrait nous mettre la puce à l'oreille.

L'URCF, dans tous ses documents, continue d'affirmer que l'URSS de Khrouchtchev était encore socialiste. Mais c'est méconnaître la réalité encore une fois.

Le socialisme constitue la période de transition permettant d'arriver à une société communiste, c'est-à-dire sans classes, en partant de la société bourgeoise où règnent les antagonismes de classes. **Il n'en reste pas moins que la société socialiste ainsi que la société communiste ont une même base matérielle : la propriété commune des moyens de production associé au pouvoir des travailleurs. L'un ne va pas sans l'autre !**

Le "sur-travail" continue d'exister sous le socialisme, essentiellement en tant que source :

- 1° de la consommation sociale (éducation, santé, retraites, etc.),
 - 2° de l'amortissement des infrastructures et de l'outil de production, et
 - 3° de la hausse de la norme d'accumulation et de l'extension de l'outil productif.
- Ce sur-travail n'a plus rien à voir avec le profit, c'est-à-dire avec la fraction de travail extorquée par les capitalistes à leurs esclaves...

Rappel des faits historiques :

Les révisionnistes khrouchtchéviens avaient bel et bien une base économique et sociale : ils étaient les représentants et les interprètes des éléments bourgeois hostiles anciens (bourgeois infiltrés), et nouveaux (bureaucrates arrivistes et carriéristes recherchant les privilèges), auxquels les circonstances exceptionnelles de la Guerre d'extermination livrée par l'impérialisme allemand combinées à l'affaiblissement qualitatif du P(b)CUS qui perdit au cours de celle-ci des millions de ses meilleurs éléments, avaient permis de se développer largement au point d'en arriver à constituer une masse critique qui s'avéra capable de renverser le pouvoir prolétarien de l'intérieur.

Les années s'étendant de l'immédiate après-guerre jusqu'au début des années 1950, furent le théâtre d'une très âpre lutte de classe au sein du P(b)CUS ! D'abord larvée et sous-terrain, cette lutte apparût une première fois au grand jour au lendemain même de la guerre d'extermination dont fût victime l'URSS. Les révisionnistes menèrent une bataille contre Staline et la ligne bolchévique : ils s'opposèrent à la dénonciation de la voie de trahison des titistes yougoslaves, ils assassinèrent plusieurs dirigeants fidèles et éprouvés du P(b)CUS, et enfin menèrent une vaste campagne anti-juive et russophone, raciste et anti-cosmopolite (le nationalisme grand-russe) - comme quoi le nationalisme est toujours l'arme des ennemis des travailleurs !

Cette lutte culmina avec l'offensive des stalinistes soviétiques qui parvinrent au tournant de 1952- 1953 à évincer les éléments révisionnistes dégénérés de la direction à la suite d'une vaste campagne idéologique, mais qui s'acheva quelques mois plus tard avec la contre-offensive victorieuse de ces éléments pourris qui, grâce à l'emploi des méthodes de conspirateurs et au soutien d'une fraction des hauts-cadres de l'Armée, parvinrent à se débarrasser dans la coulisse des derniers "vilains gêneurs staliniens", et en particulier de celui qui avait guidé trois décennies d'une glorieuse marche en avant vers le communisme et dont le nom faisait trembler les impérialistes de tous les pays... le camarade Staline ! Le XXème Congrès du PCUS, tenu en 1956, et le processus de déstalinisation qu'il amorça, ne firent que proclamer ouvertement la victoire (qui s'avéra hélas définitive) des forces contre-révolutionnaires.

Le début de la déstalinisation démontre qu'un premier saut qualitatif avait déjà eu lieu (celle de la restauration du capitalisme).

Ce qui constitue en fait la principale source du danger de restauration capitaliste est le bureaucratisme et la recherche des privilèges !

Dans un pays comme l'URSS de la fin des années 1930, le secteur socialiste d'Etat embrasse toute l'industrie, le commerce, les transports et même une partie de l'agriculture. Le socialisme conduit donc à une centralisation sans précédent des moyens de production, et dans ces conditions, la tentation est grande pour les gestionnaires et les administrateurs de cette propriété sociale qui ne se sont pas encore affranchis de toutes les survivances du capitalisme qui persistent longtemps dans la conscience des hommes, de chercher à profiter de cette position privilégiée pour détourner à leur profit personnel une fraction du produit social...

Il n'est pas difficile de comprendre que de telles méthodes d'acquisition de ce produit social sont dans leur fondement parfaitement similaires à l'extorsion capitaliste du profit. Dans les deux cas en effet, une fraction du produit social ne revient ni directement, ni indirectement à ceux qui l'ont créé, mais est détournée par une classe qui profite de sa position privilégiée au sein des organismes dirigeants pour se l'accaparer.

Comment donc se préserver de ces phénomènes négatifs et de ce danger majeur ? La réponse nous a été donnée il y a longtemps déjà par Karl Marx. « Précisément par l'exemple de la Commune [de Paris], Marx a montré que les titulaires des fonctions publiques cessent, en régime socialiste, d'être des « bureaucrates », des « fonctionnaires » au fur et à mesure que, sans parler de leur électivité, on établit en outre leur révocabilité à tout moment, qu'on réduit en outre leur traitement à un salaire moyen d'ouvrier, et qu'en plus on remplace les organismes parlementaires par des corps « agissants », « exécutifs et législatifs à la fois ». »

C'est en ayant en vue ces enseignements fondamentaux, qu'en 1927, dans son rapport au XVe Congrès du P(b)CUS, Staline reconnut qu'une partie des militants

affectés à la lutte contre la bureaucratie, « tout en luttant contre la bureaucratie, se laissent parfois contaminer eux-mêmes par ce mal et le propagent dans les organisations du Parti ».

Pour Staline, la tentation bureaucratique était étroitement liée à l'existence de l'Etat, et ce phénomène se poursuivrait donc « à un degré plus ou moins fort » jusqu'à l'avènement du communisme. Staline recommandait comme meilleur moyen d'amputer cette tendance bureaucratique permanente d'accroître « l'activité des masses du Parti, en les faisant participer au règlement des questions de la direction du Parti et en perfectionnant systématiquement la démocratie à l'intérieur du Parti ».

Contrôle du bas sur le haut, telle est donc la recette fondamentale des mécanismes de la lutte contre les éléments bourgeois dans les organes du pouvoir sous la dictature du prolétariat.

Staline avait encore tout ceci à l'esprit quand en 1937, à l'occasion d'un discours prononcé devant les électeurs de sa circonscription, il leur conseilla de se montrer toujours vigilants, de ne jamais laisser leurs élus devenir « libres » et « indépendants » d'eux, de ne jamais les laisser dévier impunément du droit chemin quitte à « s'empêtrer dans des machinations pas tout à fait recommandables » une fois les élections passées, comme c'est la norme dans les pays bourgeois.

C'est ainsi que Staline rappelait à ses camarades-électeurs que la constitution soviétique avait « promulgué une loi conférant aux électeurs le droit de rappeler avant terme ceux de leurs députés qui commencent à biaiser, à dévier de la bonne voie, à oublier leur dépendance vis-à-vis du peuple, vis-à-vis des électeurs ».

« Loi remarquable que celle-là, camarades. Le député doit savoir qu'il est le serviteur du peuple, son délégué envoyé au Soviet suprême, et il doit s'en tenir à la ligne qui lui a été tracée dans son mandat par le peuple. Si le député a dévié de son chemin, ses mandants ont le droit de demander de nouvelles élections et de blackbouler le député fourvoyé. (Rires, applaudissements.) Loi remarquable que celle-là. Mon conseil, conseil de candidat- député à ses électeurs, est qu'ils n'oublient pas ce droit, le droit qu'ils ont de rappeler avant terme les députés, de surveiller leurs députés, de les contrôler et, s'ils s'avisent de dévier de la bonne route, de les secouer de leurs épaules, d'exiger de nouvelles élections. Le gouvernement a le devoir de fixer de nouvelles élections. Mon conseil est de ne pas oublier cette loi et de s'en servir à l'occasion ».

Il faut également rapprocher cet avertissement d'un autre avertissement que Staline lança à la même époque. Il suffit aujourd'hui de relire la conclusion du précis d'Histoire du P(b)CUS à l'aune de la contre- révolution bourgeoise-révisionniste victorieuse pour y voir l'avertissement permanent que Staline lançait à tous les membres du Parti :

« On peut reconnaître pour règle générale, dit le camarade Staline, qu'aussi longtemps que les bolcheviks conserveront leur liaison avec les grandes masses

du peuple, ils seront invincibles. Et au contraire, il suffit que les bolcheviks se détachent des masses et rompent leur liaison avec elles, il suffit qu'ils se couvrent de la rouille bureaucratique, pour qu'ils perdent toute leur force et se transforment en une nullité »

Lorsque les khrouchtchéviens proclament l'avènement de "l'Etat de tout le peuple" alors que le communisme n'est pas instauré, ils ne font rien d'autre que proclamer "l'extinction de la lutte de classes" afin de désarmer le prolétariat soviétique pendant qu'eux-mêmes passent à l'offensive. La similitude est frappante avec l'Etat de notre "bon vieux" capitalisme "classique" qui, lui aussi, aime à l'occasion proclamer son caractère "démocratique pour tous" afin de faire croire au prolétariat qu'il n'a plus rien à conquérir puisqu'il a soi-disant conquis des droits politiques égaux vis-à-vis de ceux des classes exploiteuses...

En URSS, l'accumulation quantitative d'éléments bourgeois au sein des organes de l'Etat, du Parti et de l'Armée a pu longtemps être évitée grâce à une vigilance révolutionnaire de tous les instants et à une participation directe des masses populaires aux mécanismes de contrôle sur les organes du pouvoir soviétique. Des éléments hostiles parvinrent certes de manière continue à pénétrer au sein de ces organes ou à en émerger spontanément au cours des années 1920-1930, mais ils en furent alors systématiquement ponctuellement épurés et ne purent ainsi jamais atteindre une masse critique représentant un danger pour le pouvoir de la dictature du prolétariat.

Mais la guerre d'extermination livrée par l'impérialisme allemand changea fondamentalement la donne. Elle força ces organes à mettre au second plan — si ce n'est à suspendre complètement —, la lutte contre les éléments bourgeois infiltrés et les bureaucrates dégénérés. Elle leur permit pendant plusieurs années de prospérer et de prendre une extension de plus en plus large au moment même où le P(b)CUS voyait disparaître brutalement et en masse de ses rangs ses meilleurs éléments, ses membres les plus fidèles et les plus dévoués à la cause du communisme. La situation exceptionnelle induite par la guerre conduisit à un affaiblissement sans précédent de la participation des larges masses populaires à l'administration du pays, et donc à un affaiblissement directement proportionnel de la lutte contre les éléments bourgeois dégénérés s'y infiltrant ou en émergeant spontanément. Cette situation conduisit donc à une accumulation quantitative accélérée de ces éléments hostiles à la dictature du prolétariat.

Dans ces conditions, la situation politique interne du P(b)CUS était grosse de dangers dans l'immédiate après-guerre. Ces éléments bureaucrates et carriéristes coupés des masses qui avaient pu prospérer librement sans être épurés, en étaient arrivés à représenter un seuil critique, et le saut qualitatif contre-révolutionnaire menaçait.

A l'évidence, Staline avait pris conscience de ces dangers, de l'affaiblissement qualitatif du P(b)CUS et de la nécessité de combler rapidement ce vide en formant une nouvelle génération de bolchéviks — un souci dont témoignent de manière incontestable ses derniers écrits polémiques avec les théoriciens qui se

Comprendre l'exploitation capitaliste de façon simple

faisaient les porte-paroles de ces tendances néo-bourgeoises, son implication dans la mise au point du Manuel d'économie politique, ainsi que son rôle dans la mise à l'écart des éléments révisionnistes et conciliateurs de la direction soviétique en décembre 1952.

Mais les menées et les intrigues sous-terraines de ces éléments néo-bourgeois dégénérés ne lui en laissèrent ni le temps ni la possibilité. Dans l'immédiate après-guerre, ces éléments avaient rapidement pris conscience que le rapport de forces avait évolué en leur faveur, et qu'ils avaient peut-être désormais la possibilité de se soustraire aux mécanismes de contrôle populaire, avec à la clef la promesse d'une vie plus paisible et la possibilité de pouvoir enfin rechercher des privilèges sans avoir à être inquiétés, sans avoir au dessus de sa tête la menace permanente du poing de la dictature du prolétariat. Telle est la base sociale fondamentale de la contre-révolution bourgeoise-khrouchtchévienne qui triompha en URSS en 1953. Dans le domaine de l'industrie, qui est dans sa totalité directement centralisée dans les mains de l'Etat, la seule prise de pouvoir de la nouvelle bourgeoisie constitua le saut qualitatif qui transforma la propriété du peuple tout entier en propriété capitaliste monopoliste d'Etat.

Mais cela ne suffisait pas aux nouveaux exploiters. Pour eux, les sommes colossales dépensées par l'Etat soviétique dans l'agriculture étaient une entrave à leur accumulation. L'Etat néo-bourgeois avait en effet hérité de la période socialiste la propriété des principaux moyens de production du secteur agricole — les stations de machines et tracteurs (SMT) étant simplement "louées" aux kolkhozes. La "réforme" des khrouchtchéviens ayant abouti à la vente des SMT aux kolkhozes en 1957 permit donc d'alléger un fardeau jugé bien trop lourd par la nouvelle bourgeoisie « soviétique ».

Par cette "réforme", ce n'était pas seulement un recul en arrière "limité" — c'est-à-dire pouvant certes plonger l'agriculture soviétique dans de graves difficultés, sans que cela ne remette cependant en cause son caractère "socialiste" —, comme essaie de le faire croire notre "camarade" qui cite au passage Staline pour appuyer son argumentaire.²³ Staline parlait effectivement de l'éventualité d'une telle réforme comme d'une tentative « de faire tourner à rebours la roue de l'histoire », mais sans préciser davantage sa signification profonde, car ce débat était censé être clos depuis longtemps.

Rappelons que la propriété étatique sur les SMT était inscrite dans l'article n°6 de la nouvelle constitution de l'URSS adoptée en décembre 1936. Staline ne pensait alors certainement pas que son Parti avait dégénéré au point de pouvoir mettre en œuvre une telle "réforme" quelques années plus tard...

La vente des principaux moyens de production aux kolkhozes en 1957 ne pouvait signifier qu'une seule chose : la restauration du capitalisme dans l'agriculture sous la forme de fermes coopératives de type capitaliste, qui elles aussi possèdent en propre leur gros outillage. On peut ainsi affirmer que dès 1957, c'est la propriété socialiste dans son ensemble — dans l'industrie comme dans l'agriculture —, qui avait été liquidée par la nouvelle bourgeoisie monopoliste d'Etat.

Comprendre l'exploitation capitaliste de façon simple

Toutes les réformes ultérieures du "socialisme du marché" — à l'instar de la première d'entre elles, la réforme des sovnarkhozes de 1957, puis celle de Liberman-Trapeznikov-Kossyguine en 1965 —, ne viseront nullement à affaiblir la dictature du prolétariat (alors déjà liquidée !) et à préparer la restauration du capitalisme. Ces réformes viseront uniquement à rechercher les méthodes de gestion les plus efficaces, les plus capables de privilégier la croissance de la rentabilité des entreprises formant le secteur capitaliste monopoliste d'Etat, c'est-à-dire d'augmenter la masse des profits extorqués : autonomie de gestion visant à "stimuler les initiatives", recherche de la rentabilité financière immédiate maximale, abandon de la primauté de l'industrie de production des moyens de production au profit des branches de l'industrie légère à plus basse composition organique en Capital, etc.

Il est évident que ces méthodes ne sont que des formes de gestion dont l'importance est en réalité secondaire. Ces formes ne sauraient en effet éclipser leur fondement commun : un contenu bourgeois induit par l'existence d'une classe exploiteuse au sein même de l'appareil d'Etat et du Parti, c'est-à-dire une classe détenant simultanément le pouvoir économique et politique. Evidemment, les capacités d'accumulation et plus encore la possibilité pour cette néo-bourgeoisie de "jouir" du profit qu'elle avait extorqué étaient limitées — relativement à celles de son homologue des pays impérialistes d'Occident. Sa capacité à détourner à son profit le produit social était donc relativement restreinte, d'autant plus qu'elle ne pouvait s'afficher trop sensiblement dans le luxe sans avoir à craindre de se démasquer immédiatement aux yeux des masses populaires. Ce sont ces "limitations" qui détermineront l'extension de plus en plus large de la corruption et du marché noir, dont notre "camarade" fournit d'ailleurs des exemples prouvant qu'ils avaient pris de vastes proportions : « l'économie informelle » représente ainsi autour de 10 % du PIB "soviétique" à la fin des années 1960, et près du tiers du chiffre d'affaires du secteur capitaliste monopoliste d'Etat vers 1985.

Mais ces méthodes parallèles et sous-terraines assez "artisanales" ne permettaient alors pas une accumulation individuelle assez rapide. Dans ces conditions, une fraction de cette bourgeoisie confrontée à la crise de stagnation économique des années 1970-1980 se décidera à... brader la propriété capitaliste monopoliste d'Etat afin de renouer résolument avec les profits tout en réalisant au passage une accumulation primitive foudroyante pour quelques individus bien placés...

L'intelligentsia néo-bourgeoise privilégiée qui rêvait depuis longtemps d'accéder au mode de vie de la grande bourgeoisie occidentale pût alors être comblée et les chantres de la "fin de l'Histoire" en profitèrent pour se déchaîner et déclarer la mort clinique d'un "communisme" qui avait soi-disant irrémédiablement échoué... Dans ces conditions, il est évidemment de la plus haute importance de comprendre que la répartition du produit du travail dans la société "soviétique" post-stalinienne — c'est-à-dire du profit extorqué par la nouvelle classe exploiteuse —, n'avait rien en commun avec le socialisme et reflétait indéniablement la restauration de l'exploitation du travail du prolétariat "soviétique".

Une étude publiée par le PTA en 1982 souligna le caractère bourgeois de la répartition du produit du travail dans l'URSS post-stalinienne.

Selon cette étude, on pouvait déduire de sources soviétiques que le rapport entre les plus bas et les plus hauts salaires au sein des entreprises industrielles étaient de près de 1 pour 11 ! Et à cela, il fallait ajouter le fossé encore plus grand en ce qui concerne la distribution des bénéfices et le partage des primes :

« Du point de vue de la structure sociale, le personnel de l'industrie soviétique comprend 4 % d'administrateurs et 96 % d'ouvriers. Quant à la répartition des fonds des stimulants matériels dans cette branche fondamentale de l'économie, les statistiques officielles indiquent que les administrateurs capitalistes de la production s'approprient 49,3 % des gratifications, le reste, soit 50,7 %, « étant distribué aux ouvriers ». (Sovietskaia Ekonomitcheskaia Reformu : Prodvijenie, Probleme, p. 197.)

« Ces faits prouvent que "la part du lion" revient aux représentants de la bourgeoisie révisionniste soviétique qui, investis du pouvoir d'Etat, sont en réalité les dirigeants effectifs de la production. Selon les statistiques susmentionnées, 1 % du personnel des entreprises soviétiques, investi de fonctions d'Etat (c'est-à-dire les gestionnaires capitalistes) reçoit 12,3% des gratifications, alors que le personnel privé de ce pouvoir, comme c'est le cas du prolétariat soviétique, n'en reçoit que 0,5 %, soit 25 fois moins. Il n'y a aucun doute que la grande bourgeoisie au pouvoir, tout comme la bourgeoisie occidentale, nourrit de ses "miettes" l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier ».

A la même époque, en Albanie socialiste, l'amplitude entre les plus bas et les plus hauts salaires — c'est à dire entre la rémunération d'un paysan coopéré et celle d'un ministre —, variait dans un rapport de 1 à 2 !

Il n'est ainsi pas difficile de comprendre que la persistance « d'acquis sociaux » hérités de la période socialiste et même de « hausses de salaires » ponctuelles ne constituaient dans ce cadre aucunement des preuves que les rapports de production socialistes perduraient fondamentalement dans la société "soviétique" post-staliniste.

Nous en voulons pour illustration le fait que le prolétariat chinois voit ainsi aujourd'hui sa bourgeoisie lui accorder de plus en plus volontiers des "chaînes dorées" de cette sorte, parce que cela est aujourd'hui dans l'intérêt de l'impérialisme chinois qui voit le rapport de forces inter-impérialistes se modifier rapidement en sa faveur et que sa situation économique relativement confortable (par rapport à celle de ses concurrents) le lui permet.

La stagnation économique servit de prétexte aux gorbatchéviens pour démanteler le social-impérialisme soviétique au profit de son principal concurrent — l'impérialisme américain —, sous le slogan doublement mystificateur d'extension de la "démocratie" et de la "transparence", qu'il fallait alors opposer aux méthodes "bureaucratiques" et "autoritaires" de l'aile impérialiste de la néo-bourgeoisie monopoliste d'Etat. Les méthodes de cette dernière étaient alors jugées responsables de la décomposition économique de plus en plus patente, et

Comprendre l'exploitation capitaliste de façon simple

comme ces méthodes étaient de tendance "centralisatrices" on les assimila mensongèrement à celles de la période staliniste.

L'époque moderne est caractérisée par le passage du mode de production capitaliste au mode de production communiste.

Chacun de ces modes de production possède plusieurs stades, selon son niveau de développement notamment. Le mode de production capitaliste (basé sur la propriété privée des moyens de production) comprend ainsi le stade pré-monopoliste et le stade monopoliste, c'est-à-dire impérialiste.

De même, le mode de production communiste (basé sur la propriété collective des moyens de production) compte deux stades fondamentaux : le stade inférieur socialiste, où la propriété socialiste peut ne pas encore embrasser tout le tissu économique et où peuvent persister des couches petite-bourgeoises, et le stade supérieur, celui du communisme, où la propriété sociale a atteint son stade supérieur dans toute l'économie et où n'existent plus de classes sociales distinctes. Sous le capitalisme, et durant la phase de transition au communisme, existe l'Etat, instrument aux mains de la classe détenant les moyens de production. Sous le capitalisme, il sert à réprimer les travailleurs et à perpétrer l'esclavage salarié. Sous le socialisme, il sert à consolider le pouvoir des travailleurs et à briser la résistance opposée par les anciennes classes exploiteuses et leurs débris.

Dans un système comme dans l'autre la démocratie revêt toujours un caractère de classe et exclut de sa sphère d'action soit les exploités (sous le capitalisme), soit les anciens exploités (sous le socialisme). Ce n'est ainsi jamais une démocratie "pure", pour tous.

Le social-impérialisme existe donc bel et bien. Il s'agit seulement d'un capitalisme monopoliste d'Etat "classique" maquillé d'une phraséologie pseudo-marxiste : "socialiste" en paroles, impérialiste dans les faits !

Ce social-impérialisme émerge à la suite de la constitution d'une nouvelle classe exploiteuse au sein même des organismes économiques et politiques dirigeants. A l'instar de notre capitalisme, il peut revêtir simultanément plusieurs visages : celui de la démocratie — notamment à l'égard de ses exploités indigènes lorsqu'ils bénéficient de "chaînes dorées" les aidant à accepter le joug de l'esclavage —, et celui de la dictature fasciste et terroriste ouverte du Capital, quand il lui faut réprimer la résistance et les aspirations des exploités et des peuples opprimés. Affirmer que l'URSS post-staliniste n'avait plus rien de socialiste — sinon le nom —, n'a rien à voir avec le trotskisme. Ayant échoué à rallier à ses thèses les membres du P(b)CUS, Trotski prenait prétexte du danger permanent (au demeurant bien réel) du développement des éléments bureaucrates au sein des organismes dirigeants, pour faire croire que les éléments bureaucrates avaient déjà triomphé sous la direction de Staline.

Or le développement économique impétueux et harmonieux de l'URSS, alors seul pays au monde à ne pas subir le contrecoup de la Grande Dépression, suffit à

Comprendre l'exploitation capitaliste de façon simple

prouver que les rapports de production socialistes y dominaient alors et constitue donc à lui seul un cinglant démenti à la soi-disant victoire de la bureaucratie "stalinienne". On ne peut évidemment en dire autant de l'URSS post-staliniste...

Ce qu'il faut retenir :

- Sous le socialisme, l'Etat et le Parti communiste sont les lieux où se manifestent le plus âprement la lutte des classes une fois les classes sociales exploiteuses liquidées : les éléments bourgeois hostiles chercheront à s'en emparer à n'importe quel prix — qu'il s'agisse d'anciens débris revanchards infiltrés de l'ordre ancien ou d'éléments bureaucrates et carriéristes nouveaux aspirant à profiter de leur position privilégiée pour acquérir de nouveaux privilèges...
- Dans un pays socialiste où l'industrie se trouve entièrement socialisée dans les mains de l'Etat, la constitution d'une nouvelle classe bourgeoise au sein même de l'appareil de l'Etat et du Parti peut conduire au rétablissement immédiat du capitalisme sous la forme d'un capitalisme monopoliste d'Etat...
- La forme, en apparence préservée de la propriété sociale des moyens de production — mais en apparence seulement ! —, sert alors en fait au nouveaux exploiters à masquer son nouveau contenu bourgeois, et la propriété étatisée est alors du même type que celle du secteur "public" des pays capitalistes traditionnels...
- Dès lors qu'elle accède au pouvoir et parvient à s'affranchir des mécanismes de contrôle populaire qui constituent le fondement essentiel de l'Etat de dictature du prolétariat, le pouvoir de la nouvelle bourgeoisie nomenclaturiste aboutit à la transformation de l'Etat socialiste en un Etat bourgeois des plus classiques et que l'Etat devient alors un instrument de mystification, d'oppression et de répression orienté contre les travailleurs et leurs intérêts...
- La seule chose qui restait alors du "socialisme" dans l'URSS social-impérialiste se ramenait alors à des "acquis sociaux" — au demeurant guère plus "socialistes" que ceux qu'accordent temporairement les Etats impérialistes dominants à leur exploités "privilégiés" au cours des périodes de relative prospérité économique — c'est-à-dire des chaînes dorées grâce auxquelles les exploiters achètent la paix sociale —, et que la nouvelle classe exploiteuse monopoliste d'Etat "soviétique" ne put maintenir qu'aussi longtemps que l'économie du pays ne connût pas de crise économique majeure...

Avec l'exploitation, il ne peut y avoir ni "dialogue social", ni alternance, ni connivence ! Libérons-nous du capitalisme pour nous libérer de l'exploitation et de l'esclavage salarié !

**Travailleurs, ne vous laissez plus tromper par les faux
"socialistes" et les faux "révolutionnaires".
Le socialisme, vers le communisme, est la seule alternative
pour votre libération !**